
N^o. XII.

L'AMI DU PEUPLE,

O U

LE PUBLICISTE PARISIEN,
JOURNAL POLITIQUE, LIBRE ET IMPARTIAL;

PAR UNE SOCIÉTÉ DE PATRIOTES,

ET rédigé par M. MARAT, Auteur de L'OFFRANDE
À LA PATRIE, du MONITEUR, & du PLAN
DE CONSTITUTION, &c.



Vitam impendere vero.

VERSAILLES ET PARIS.

Du Mardi 22 Septembre 1789.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

Publication des Décrets de l'Assemblée Nationale, ordonnée par le Roi. — Sanction du Décret concernant les grains. — Nouvelles Offrandes patriotiques. — Décret portant que le Veto suspensif cessera à la seconde législature, après celle qui aura proposé la Loi. — Suite du Projet de leurer le Peuple, & d'empêcher la Constitution.

REVENONS sur la Séance du 19, dont nous n'avons donné qu'un extrait. Pendant l'absence du
M

Président on a mis en délibération quelle matière on discuteroit. M. le Camus a observé qu'il n'étoit rien de plus pressé que d'organiser les Districts, les Municipalités & les Assemblées Provinciales, afin que ces trois especes d'Assemblées formassent la chaîne complète du Gouvernement avec l'Assemblée Nationale, & que les Décrets de cette dernière pussent être exécutés. Il a proposé la nomination d'un Comité à cet effet. — M. le Vicomte de Mirabeau, étonné qu'on ne reprît pas en considération la Motion de M. de Volney, a dit qu'une nouvelle Assemblée seroit plus utile & moins divisée, parce qu'elle renfermeroit plus de Propriétaires que d'Orateurs & de Philosophes; & a proposé qu'aucun des Membres actuels ne pût être réélu, ne pût même se présenter aux élections. — M. le Comte de Mirabeau a soutenu qu'une nouvelle convocation retarderoit l'établissement de la Constitution, & jetteroit l'alarme dans les Provinces. Au demeurant, il ne voyoit pas pourquoi on excluroit de l'Assemblée prochaine ceux qui avoient bien mérité de la Patrie dans celle-ci.

D'autres Membres ont proposé de reprendre la Constitution, & la question du *veto* suspensif. — L'Assemblée flottoit ainsi d'objets en objets, lorsque M. Gouy d'Arisy est venu tracer un tableau effrayant de l'état actuel des finances.

M. le Duc d'Aiguillon, du Comité des Finances, a rassuré les esprits, en observant néanmoins qu'il étoit instant que l'Assemblée s'en occupât au moins deux jours de la semaine. — On a fixé à leur examen les vendredis & samedis, & il a été arrêté, sur la demande de M. de Laborde, que l'on imprimeroit les principaux Etats, dont un exemplaire seroit remis à chaque Membre.

Séance du 21, le matin.

M. le Président l'a ouverte par la lecture de la Réponse du Roi. Je vous ai communiqué mes observations sur vos Arrêts des 4 & 5 Août, dit le Monarque; vous m'annoncez que vous les prendrez en considération lorsque vous vous occuperez des lois de détail; vous me demandez en même temps de promulguer ces Arrêts: la promulgation appartient à des lois rédigées; mais je vous ai témoigné que j'approuvois l'esprit général de vos Arrêts, je vais en ordonner la publication dans mon Royaume. La Nation y verra l'intérêt dont nous sommes animés pour son bonheur. J'accorde ma sanction à votre Décret du 18, concernant les grains.

On a lu ensuite un requisitoire de la Municipalité de Versailles, qui demande un corps de Troupes réglées. Il s'est élevé une discussion entre quelques Membres sur l'obligation de faire connoître les motifs de cette demande; on a été aux voix, & on a décidé qu'il n'y avoit pas lieu à délibérer.

Après quoi, M. le Président a proposé de discuter de nouveau la quatrième proposition de M. Guillotin: plusieurs amendemens proposés ont excité de longs débats; pour les terminer, on a eu recours aux procès-verbaux des 12 & 14 Sept.; & la lecture a fait voir que la question avoit été ajournée au moment où elle alloit être mise en délibération. Nouveaux débats à ce sujet, terminés par une décision de l'Assemblée. Enfin, la question ayant été posée de plusieurs façons, l'Assemblée a adopté la dernière, & a décrété que *le refus du Roi cessera à la seconde Législature, après celle qui aura proposé la Loi.*

M 2

*Suite du Projet de leurer le Peuple & d'empêcher
la Constitution.*

Enfin , si l'on considère que ces beaux sacrifices ont été proposés au moment même où il n'y avoit plus qu'à recueillir les voix pour délibérer sur *la Déclaration des droits de l'Homme & du Citoyen* , on sera tenté de craindre que la confiante loyauté des Députés du Tiers-Etat n'ait été exposée aux entreprises de la politique , couverte du masque du patriotisme. Et de fait , comment n'ont-ils senti que tous ces sacrifices , annoncés avec art , ne sont que des conséquences nécessaires des Lois fondamentales à établir ? Comment n'ont-ils pas senti que le Corps législatif ne doit procéder au bien des peuples que par des Lois générales ? Comment ne se sont-ils pas aperçus qu'il prenoit une fausse marche (1) , en se laissant aller à l'impulsion qu'on lui a donnée.

(1) Un inconvénient bien fâcheux de cette fausse marche est que le Corps législatif ne s'est occupé qu'à détruire , sans réfléchir combien il étoit indispensable de construire le nouvel édifice avant de démolir l'ancien. Abolir les dîmes étoit chose aisée : mais aujourd'hui que le Peuple ne veut payer aucun impôt qu'il ne connoisse définitivement son sort , comment les remplacer ! Et comment , dans ces jours d'anarchie , pouvoir aux besoins pressans des vrais Ministres de la Religion ? Comment soutenir le poids des charges publiques ? Comment faire face aux dépenses de l'Etat ?

Un autre inconvénient , plus fâcheux encore , de cette fausse marche du Corps législatif , est d'avoir négligé le soin des choses les plus urgentes. — Le manque de pain , l'indiscipline & la désertion des troupes ; désordres portés à un tel degré , que , sous peu , nous n'aurons plus d'armée , & que les peuples sont à la veille de périr de faim.

A quoi en ferons-nous réduits, bon dieu, s'il s'assujettit à discuter séparément chaque conséquence des lois fondamentales? & quand sera jamais terminé le grand œuvre de la Constitution?

Ne nous y fions pas; on cherche à en reculer l'époque, jusqu'à ce qu'on ait trouvé quelque moyen de s'y opposer, on cherche à nous endormir, on cherche à nous leurrer.

Il est donc constant que la faction des Aristocrates a toujours dominé dans l'Assemblée Nationale, & que les Députés du Peuple ont toujours suivi aveuglément les impulsions qu'elle leur donne. Disons mieux, il est évident que cette faction odieuse a formé le projet de s'opposer à la Constitution, & de rendre au Roi le pouvoir absolu, en leurant la Nation par le vain étalage de quelques sacrifices illusoires, & en lui donnant le change sur les Loix fondamentales de de l'Etat, qu'il importe de consacrer.

Ce projet criminel, conçu par les classes privilégiées, & peut-être par les Ministres favoris, a été exécuté par le Vicomte (1) de Noailles, l'homme du monde le mieux fait pour les intrigues politi-

(1) Qu'on pense au désavantage que doivent avoir, dans une guerre politique, d'honorables Citoyens à qui le Ciel ne donna en partage qu'un sens droit & un cœur honnête, avec des courtisans; avec des hommes pour qui la franchise est grossièreté, la loyauté bêtise; des hommes dont l'unique étude est l'art d'en imposer, & dont la vie entière se passe à faire assaut de fourberies; & l'on sentira ce que l'on peut attendre des efforts des députés du peuple, contre ceux de la Noblesse & du Clergé. Ainsi point de salut à espérer, tant qu'ils se mêleront des affaires publiques: les balayer de l'Assemblée, est l'unique moyen de sauver l'Etat.

ques. Je l'aurois dévoilé depuis six semaines, si j'avois pu vaincre la pusillanimité de mes Imprimeurs, en me portant garant de la dénonciation. Quoi qu'il en soit, il est important que la Nation soit instruite de cette horrible trame, qu'elle en connoisse les Auteurs, qu'elle les éloigne à jamais des affaires publiques; & je m'empresse aujourd'hui de la mettre sous ses yeux.

Le voilà donc consommé cet odieux projet! O ma Patrie, ma chere Patrie! à quelle épreuve es-tu donc réservée! Vois tes ennemis triomphans s'applaudir de leur hypocrisie, de leur astuce, de leur.....; & tes foibles Députés, honteux d'avoir compromis tes intérêts, trahi tes droits, remis ton sort entre les mains de ton premier Mandataire, attendre ses ordres en tremblant, & recevoir comme une grace quelques paroles gracieuses. Mais non; leur triomphe sera de courte durée. Il passera comme un songe, & ils passeront eux-mêmes avec lui.

Que la Nation use donc enfin de ses droits; qu'elle révoque l'Assemblée Nationale, après en avoir annullé les Décrets; qu'elle en forme une nouvelle, dont la porte soit fermée & aux Nobles & aux Prélats, en qui le peuple ne peut prendre aucune confiance; qu'elle y appelle enfin des hommes dont les talens ne sont pas équivoques, & dont les sentimens ne soient pas suspects. Et si jamais elle étoit tentée de se laisser aller aux voies de séduction, que ses ennemis ne manqueront pas d'employer pour capter ses suffrages, qu'elle profite de la terrible leçon qu'elle vient de recevoir; qu'elle se souvienne de la maniere dont ils ont payé sa funeste crédulité.

Ne perdez pas courage, mes chers Concitoyens, vos maux touchent à leur terme, s'il vous reste

encore une ombre de vertu. Qu'ont-ils gagné à vouloir nous perdre ? De s'être démaîqués , de s'être compromis. Que gagneront-ils à poursuivre leur dessein ? De hâter leur honte & leur défaire. Ne nous fions point à leurs discours , éclairons toutes leurs démarches , évantons leurs lâches desseins , & méprisons leurs vains efforts : ils seront forcés de demander grace ; nous sommes déterminés à vaincre , & nous avons les armes à la main.

Voilà ce que je pensois , le 7 Août , de la marche étrange de l'Assemblée Nationale (1).

Mes conjectures prirent une nouvelle force , lorsque je la vis s'occuper , quelques jours après , à régler la Liberté Religieuse & divers articles du Code Criminel.

Elles n'étoient que trop fondées. Le 19 Août , le vicomte de Noailles proposa de décréter *si la Sanction Royale étoit nécessaire aux actes de législation , si l'Assemblée Nationale seroit permanente ou périodique , & si elle seroit constituée en une ou deux Chambres* , motions qui furent vivement appuyées par plusieurs Députés de la Noblesse ; motions qui remirent en question ce qui avoit été décidé , & qui occasionnèrent des discussions éternelles ; ou plutôt piège adroit qui alloit achever de tout perdre. Attribuer au Roi le *veto* qui n'appartient qu'à la Nation , c'étoit le rendre l'arbitre des lois ; la lui attribuer avant d'avoir solennellement reconnu la souveraineté du Peuple , régler la distribution des pouvoirs , & consacrer les lois fondamentales de l'Etat , c'étoit le rendre le maître de s'opposer à la

(1) Le morceau est tel que je l'ai écrit le 6 Août.

Constitution, à la régénération du Royaume, à l'établissement de la liberté publique, & au retour du bonheur.

Enfin, mes conjectures furent portées jusqu'à l'évidence, lorsque je vis l'Assemblée rejeter, le 15 Sept., la motion patriotique de M. Guillotin, pour suivre celle du Baron de Juigné, sur *l'inviolabilité de la personne du Roi, l'indivisibilité & l'hérédité du Trône*, c'est-à-dire perdre de vue les droits sacrés de la Nation, pour ne s'occuper que des prérogatives du Prince.

On souscrit à Paris & en Province chez tous les Libraires.

A Paris, chez *DUFOUR*, rue des Cordeliers, N^o. 6, à qui l'on adressera, *franc de port*, le prix de l'abonnement, la lettre d'avis, & toutes les lettres pour les Auteurs du *Publiciste Parisien*;

Chez Bleuet, Libraire, rue Dauphine;

Chez Petit, au Palais-Royal;

Chez Pichard, Libraire, près le Pont-Royal;

Chez Debray, Libraire, au Palais-Royal,

Et chez Bailly, Libraire, rue Saint-Honoré, près la Barrière des Sergens.

Le prix de l'Abonnement pour ce Journal de 8 pages in-8^o. , & quelquefois plus, qui paroît tous les jours, est de 12 livres pour trois mois, franc de port par la poste, pour tout le Royaume.

Hôtel-de-Ville de Paris. Comité de Police.

Permis à la Poste de faire circuler le Journal rédigé par M. Marat, intitulé : *le Publiciste Parisien*. Au Comité de Police, ce 8 Septembre 1789. Signés, BROUSSONET. LERASLE. LEROUX. MONDE.

De l'Imprimerie de la veuve HÉRISSANT, rue Neuve Notre-Dame.